

Une pénurie d'enseignants QUI INQUIÈTE



À l'approche de la rentrée, Étienne Michel, le directeur de l'enseignement catholique, livre son analyse

► L'année scolaire qui s'annonce est marquée de bien des incertitudes, dont celles entourant l'avenir du Pacte d'excellence.

À la veille des campagnes politiques qui marqueront aussi l'école, Étienne Michel, le directeur de l'enseignement catholique, livre son analyse.

Est-ce la dernière fois que l'on parle du Pacte d'excellence ? Ce Pacte, a-t-il des garanties de passer le cap d'un changement de majorité ?

"Sa mise en œuvre a déjà commencé. Dès septembre, une première vague d'écoles va entamer l'écriture de ses plans de pilotage souhaités par la réforme. Donc oui, le Pacte est lancé. Cela dit, il est évident que les mois qui viennent sont des mois importants pour son avenir. De nombreux chantiers législatifs doivent être concrétisés. Si c'est le cas, une sorte d'irréversibilité sera créée. Sinon, la marge pour une remise en cause du Pacte après les élections sera plus importante."

Quels sont ces chantiers les plus importants ?

"La réforme de la gouvernance et du pilotage des établissements, l'adaptation du statut des directeurs, la réforme de l'inspection et le nouveau statut du réseau de la Communauté française qui nécessite, quant à lui, une majorité des deux tiers. Pour ce dernier dossier, des négociations sont en cours avec le MR. Des échos positifs nous reviennent, mais n'oublions pas la séquence électorale qui pourrait avoir une incidence sur ce dossier. Je note aussi l'importante réforme de la formation initiale des enseignants que l'on attend toujours et pour laquelle se pose encore la question des incidences financières. Le gouvernement devra trouver un compromis pour rendre cette réforme financable. Enfin, on attend un décret portant sur l'organisation du travail des enseignants, la clarification de la charge de travail et la systématisation du travail collaboratif."

Au-delà du Pacte, c'est la pénurie d'enseignants qui inquiète. L'année dernière

fut dramatique en la matière. Faut-il s'attendre à une année aussi difficile ?

"Oui, je le pense. Il y a une amélioration générale du marché du travail et une réduction du chômage. C'est très positif, mais cela se solde par une pénurie de main-d'œuvre, notamment dans l'enseignement. Au-delà de cette conjoncture, cette pénurie s'inscrit dans un contexte marqué par le décret Titres et fonctions."

Ce décret qui réglemente de manière stricte qui peut enseigner quoi est-il la cause de cette grave pénurie ?

"Il ne provoque pas la pénurie, mais il la révèle tout en rendant le processus de recrutement beaucoup trop rigide dans un tel contexte. Un tel décret, on peut en respecter facilement les contraintes quand il y a pléthore de candidats. En situation de pénurie, ces contraintes et leur rigidité deviennent excessives."

Dans l'urgence, que peut-on faire pour que des élèves ne se retrouvent pas des semaines sans enseignants ?

"On peut assouplir le décret en accordant davantage de confiance aux directions. Sur cette question de la pénurie, la ministre Schyns a mis en place un groupe de travail. On verra ce qu'il en sortira."

Il y a également la pénurie de places dans les écoles. Cette rentrée s'annonce très tendue...

"L'enseignement catholique aura créé plus de 10.000 places entre 2014 et 2018. Cela dit, il y a un vrai problème de respect de la liberté de choix de l'école. Et je voudrais même ajouter qu'il y a un risque de non-respect du choix de la filière souhaitée. À Bruxelles, presque toutes les écoles qui délivrent un enseignement général (après le tronc commun qui court jusqu'en deuxième secondaire, Ndlr) sont saturées. Il reste en revanche de la place dans les écoles qui ont un profil d'enseignement qualifiant et qui pourraient accueillir des enfants souhaitant pourtant à terme un enseignement général. Il n'est évidemment pas sûr que cela convienne aux parents."

L. B.